

Aide sociale: à qui profite le crime?

SAMEDI 04 JUILLET 2015

[Pauline Cancela](#) [1] [Suivez ses écrits](#) [2]

Les options de publication

Non

Journaliste:

Pauline Cancela

Mieux vaut lézarder à l'assistance publique que se tuer au travail. Voilà pourquoi les budgets de l'aide sociale augmentent en Suisse, et particulièrement à Genève... A lire [Le Temps](#)¹, les bénéficiaires de l'aide sociale ont bien compris leur intérêt financier, occupés qu'ils sont à profiter de l'avantage comparatif de leurs prestations diverses au lieu de chercher un emploi. Une interprétation toute personnelle de l'enquête menée par la Direction générale de l'action sociale. Alors que cette étude non terminée devrait exiger la plus grande prudence, le «média suisse de référence» en profite pour broser un portrait grossier de la réalité.

Que dit l'étude commandée par le ministre Mauro Poggia, dont on attend le résultat final pour l'automne? Que les montants maximaux que l'on peut espérer à l'assistance publique sont parfois plus élevés que les plus petits salaires pratiqués dans le canton. Les chiffres du magistrat méritent qu'on s'y attarde, mais restent théoriques. Ils ne disent pas grand-chose de la réalité vécue sur le terrain par les 25 000 bénéficiaires de l'aide sociale, dont on ne connaît pas en détail le montant de l'aide reçue. On ne peut donc en déduire des conclusions hâtives, quand bien même cela soulève un vrai problème.

Mais il ne faut pas se tromper de cible. L'aide sociale n'est pas un projet de vie. Les personnes assistées n'ont qu'une seule idée en tête: en sortir et n'avoir plus de comptes à rendre à personne. La réinsertion professionnelle est une gageure et se heurte, à Genève, à un manque criant de volonté politique, comme la Cour des comptes l'a clairement rappelé ce printemps. Et en restreignant leur champ de couverture, les assurances fédérales, que sont l'AI et le chômage, ont obligé quantité de personnes à se tourner vers cet ultime filet social. Qu'il soit encore besoin de rappeler ces éléments de contexte est plus que désolant.

Dans la bataille que semble livrer [Le Temps](#) contre l'aide sociale depuis quelques mois, la question des salaires est, elle, passée sous silence. Le conseiller d'Etat s'en accommode parfaitement. Or une réponse existe: le salaire minimum. Il permettrait au canton de ne plus subventionner les patrons via l'assistance.

Si le dispositif social est très certainement perfectible et qu'une poignée de bénéficiaires s'en satisfont probablement, l'enquête de M. Poggia invite surtout à agir sur le marché du travail. Et révèle le véritable drame social: à savoir que les bas salaires peuvent être plus bas que le minimum vital. Et non l'inverse.

- 1. Edition du mardi 30 juin.

[Édito\(989\)](#) [3] [Genève\(10288\)](#) [4] [Bas salaires\(3\)](#) [5] [étude\(26\)](#) [6] [Mauro poggia\(7\)](#) [7] [Précarité\(30\)](#) [8] [Rapport\(28\)](#) [9] [Pauline cancela\(476\)](#) [10]